

Capgemini dément des rumeurs d'intérêt sur Atos

Paris, 1 juil. 2022 (AFP) -

Le géant informatique français Capgemini a démenti vendredi être intéressé par son concurrent Atos, en difficulté, "malgré les rumeurs qui circulent actuellement".

Capgemini "n'a aucune intention d'acquérir ou d'être impliqué" dans les actifs d'Atos, et "n'a aucune discussion avec Atos, un tiers ou le gouvernement français à ce sujet", a déclaré le groupe dans un communiqué.

"La direction de Capgemini estime que ces actifs ne sont pas alignés avec la stratégie et le plan de développement du groupe et cette position est soutenue à l'unanimité par le conseil d'administration", indique encore le communiqué.

Les rumeurs d'un rachat d'Atos ou de certaines de ses activités par Capgemini sont récurrentes depuis plus d'un an. Capgemini (274.500 salariés dans le monde) est dans une santé financière florissante, après avoir rapidement effacé les conséquences des confinements et renoué avec une croissance importante (+17,7% pour les ventes au premier trimestre).

A l'inverse, son rival Atos (111.000 salariés dans le monde) n'en finit plus d'accumuler les déconvenues et les mauvaises performances.

Rodolphe Belmer, le directeur général arrivé en janvier pour redresser la barre a finalement présenté mi-juin un plan prévoyant la scission en deux parties du groupe... et son propre départ avant fin septembre.

Le cours de Bourse d'Atos a été divisé par 5 depuis début 2021, et a perdu 66% de sa valeur depuis le début de l'année.

En Bourse, des investisseurs continuent néanmoins de se placer sur Atos en espérant une OPA.

Le plan présenté mi-juin par M. Belmer prévoit de regrouper dans une nouvelle entité cotée les activités les plus profitables du groupe (cybersécurité, serveurs haute performance, activités liées au cloud), la maison-mère conservant de son côté les activités historiques d'infogérance.

Le ministère de l'Economie a fait savoir que l'Etat "suivait avec attention" le dossier, Atos étant considéré comme "stratégique à de multiples égards pour la France".

lby/may/eb

Afp le 01 juil. 22 à 16 46.